



WORKSHOP INTERNATIONAL

**« EN CHEMIN VERS RIO+20 :
VERS UNE POLITIQUE PLANÉTAIRE
POUR UN MONDE COMPLEXE »**

**PARIS. 29 MARS 2012
SYNTHÈSE DES TABLES RONDES**



institut international de recherche
politique de civilisation



UNE SYNTHÈSE RÉALISÉE PAR



www.almedio.fr

INDEX

R EGARDS CROISÉS SUR LA CONFÉRENCE MONDIALE RIO+20. ÉTAT DES LIEUX, RÉFLEXIONS ET PERSPECTIVES. Table Ronde 1	p.3
V ERS UNE AUTRE LOGIQUE ÉCONOMIQUE : ÉCONOMIE LOCALE, ÉCONOMIE SOLIDAIRE, ÉCONOMIE DE LA CONVIVIALITÉ, ÉCONOMIE VERTE. Table ronde 2	p.6
Q UE FAIRE POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX DANS LES TERRITOIRES ?	p.8
Q UE RESTE-T-IL DE RIO 1992 ?	p.10
P ROPOSITIONS ET PERSPECTIVES	p.12
C RÉDITS INSTITUTIONNELS	p.14

REGARDS CROISÉS SUR LA CONFÉRENCE MONDIALE RIO+20. ÉTAT DES LIEUX, RÉFLEXIONS ET PERSPECTIVES

TABLE RONDE **1**



ANIMATEUR : Elimar Pinheiro Do Nascimento, Centre de Développement Durable, Université de Brasília, Brésil

INTERVENANTS : Sandrine Bélier, députée européenne, membre des commissions « Environnement, santé publique et sécurité alimentaire, Affaires constitutionnelles et Pétitions ». L'Europe face aux enjeux de Rio+20.

Sandrine Ménard, Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Olivier De Schutter, rapporteur spécial à l'ONU pour le Droit à l'alimentation.

20 ans après le sommet de Rio, et alors que se prépare le sommet Rio+20, il convient de faire un point indispensable sur les avancées réalisées en 20 ans : alors que Rio a défini la philosophie du développement durable, force est de constater que les progrès environnementaux réalisés en 20 ans restent extrêmement faibles. Il est essentiel de se questionner sur « comment » s'explique la stagnation des politiques environnementales, et de comprendre quelles solutions permettraient d'y remédier.

Sandrine Bélier, députée européenne, membre de la commission environnement au Parlement européen, a présenté l'état actuel de la préparation de Rio+20 au niveau européen, malheureusement peu ambitieux : l'Union Européenne, derrière des engagements de façade, est frileuse lorsqu'il s'agit de proposer de véritables mesures environnementales, comme l'illustre le fait que le gouvernement français n'ait eu aucun mal à voter l'amendement-phare sur la sortie du nucléaire en Europe.

Face à cette stagnation, la création d'une agence mondiale pour l'environnement (Organisation Mondiale de l'Environnement) semble absolument nécessaire. Elle permettrait d'établir un dialogue mondial sur les enjeux environnementaux majeurs et de peser sur les politiques environnementales à l'échelle internationale, à l'image de l'Organisation Mondiale du Commerce en matière commerciale. Cette organisation aurait pour mission d'intégrer l'environnement dans les objectifs de développement - des problèmes tels que la malnutrition sont en effet très liés à l'environnement - et de publier des rapports sur ces sujets. Elle garantirait également le principe de non-régression à l'échelle internationale, c'est-à-dire

empêcher les gouvernements de revenir sur des acquis environnementaux obtenus par le passé. Enfin, cette organisation aurait pour mission de protéger et de soutenir les pays du Sud pour que la transition écologique ne soit pas un obstacle à leur développement, mais bien un atout. Il nous semblerait d'ailleurs particulièrement intéressant d'implanter son siège dans la capitale d'un pays en développement. De plus, des experts et défenseurs de l'environnement devraient être présents au Conseil Économique et Social, afin que les débats y intègrent les problématiques environnementales.

Seules ces conditions permettront d'aborder réellement les politiques à mettre en œuvre pour aborder la transition économique, sociale et écologique nécessaire en ce début de XXI^e siècle.

Sandrine Ménard, en tant que représentante du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, a pu apporter son témoignage quant à la préparation de la conférence, pour laquelle un texte est déjà en débat à l'ONU. Elle a souligné que ce texte reste très dépendant des positions que prendront les unions régionales, et surtout les grandes puissances. Ainsi, par exemple, l'Union Africaine a affirmé son ouverture sur les sujets concernant le développement durable ; à l'inverse, les États-Unis ou la Russie s'inquiètent de nombreux points de propositions. Il est également essentiel de démocratiser les débats sur l'environnement, et de faire participer la société civile (universités, syndicats, etc.) Tous les citoyens ont leur mot à dire et des propositions à soumettre. La communauté scientifique, véritable « think tank », doit aussi être prise très au sérieux par son indispensable expertise. L'organisation créée devra donc faire en sorte que les débats impliquent le public, en lui permettant d'accéder à l'information, à la participation et à la justice mondiale, comme l'exige la Convention d'Aarhus. La transition environnementale, en effet, ne s'effectuera pas que par le haut, mais aussi par la parole donnée aux citoyens et aux gouvernances locales.

Pour Olivier De Schutter, rapporteur spécial à l'ONU pour le Droit à l'alimentation, les systèmes agroalimentaires devraient subir une profonde réforme en vue d'assurer la relocalisation des systèmes alimentaires, la transition vers des systèmes agroécologiques et la consommation durable (réduction des pertes dans le système alimentaire, et réduction de la consommation des protéines animales...). Une vision de long terme, et une action politique plus forte que les marchés, sont nécessaires pour permettre cette évolution. Il est important désormais d'opter pour une approche globale, holistique, moins sectorielle, et de privilégier l'agriculture écologique par rapport au productivisme destiné à l'export, qui sacrifie le climat au profit du PIB. Chaque pays doit se doter de plans d'action pour le développement durable sur 10 ans, et s'autocontrôler au travers d'indicateurs internationaux accessibles à la société civile et aux ONGs. Enfin, il est important de lutter contre la désinformation qui a tendance à assimiler l'agro-écologie au passé.

La principale erreur du sommet de Rio a sans doute été l'absence d'un suivi organisé entre 1992 et aujourd'hui, ce en dépit d'objectifs qui avaient été précisés et quantifiés à l'époque. Un Conseil du Développement Durable devrait être construit pour suivre les objectifs de développement durable et pour sanctionner les États qui ne vont pas assez vite, par la sanction de l'opinion publique mondiale. Une véritable politique environnementale mondiale associant les États, les organisations internationales, les citoyens, est plus que jamais indispensable pour les années à venir.

VERS UNE AUTRE LOGIQUE ÉCONOMIQUE : ÉCONOMIE LOCALE, ÉCONOMIE SOLIDAIRE, ÉCONOMIE DE LA CONVIVIALITÉ, ÉCONOMIE VERTE



TABLE RONDE **2**

ANIMATEUR : Jocelyn Blériot, Fondation Ellen MacArthur

INTERVENANTS : René Passet, professeur émérite en sciences économiques de l'Université de la Sorbonne, ancien président du comité scientifique d'ATTAC

Mathieu Calame, directeur de la Fondation pour le Progrès de l'Homme

Pierre Larrouturou, conseiller régional d'Ile-de-France

Alain Gras, professeur à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, directeur du Centre d'études des Techniques de connaissances et des Pratiques

La crise que nous vivons depuis plusieurs années impose de repenser notre système. Cette crise n'est pas seulement économique, elle est aussi environnementale, sociale et culturelle. René Passet, professeur émérite en sciences économiques à l'Université de la Sorbonne, ancien président du comité scientifique d'ATTAC, a souligné que pour continuer à comprendre un monde en constant changement, nous devons également faire changer nos convictions et nos politiques. L'enjeu est de définir comment nous pourrions rebondir, en mettant en place dès Rio+20 un nouveau système économique basé sur des valeurs autres que la production de richesses.

Mathieu Calame, directeur de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, a souligné que plusieurs visions du monde s'opposent. On peut les représenter sur un axe séparant deux extrêmes. Il a évoqué les technofixes, partisans d'une économie libérale et techniquement innovante, et les défenseurs de la Pacha Mama, qui revendiquent un changement spirituel. Il apparaît clairement que l'économie doit être repensée pour devenir moins consumériste. Plusieurs mesures sont donc nécessaires : le mono-monétarisme actuel symbolisé par le dollar doit être remplacé par l'utilisation de monnaies complémentaires illustrant la diversité du monde, et également par des monnaies non-traditionnelles, comme la « monnaie carbone », qui permettra de tenir compte des problèmes environnementaux posés par le carbone. De plus, force est de constater que les actionnaires peuvent tirer des bénéfices immédiats de leurs investissements sans être inquiétés des conséquences à moyen terme de l'activité des entreprises qu'ils financent. Il est essentiel qu'une personne qui détient une action à un

moment donné assume sa part de responsabilité sur les conséquences dans les 10 années qui suivent. Ainsi, les entreprises seront plus attentives aux risques sur le moyen terme engendrés par leurs comportements.

Pierre Larrouturou, conseiller régional d'Ile-de-France, a rappelé l'existence d'un risque important que l'écologie soit délaissée face aux problématiques sociales (emploi, etc.). Or nous devrions au contraire lier les deux thématiques. Il faut comprendre que notre quête d'une croissance censée résoudre tous les problèmes ne pourra qu'être vaine. La dette contractée par le choix de politiques libérales dans les années 1980, en même temps que la conservation de nos acquis sociaux, pèse aujourd'hui fortement sur nos économies : une minorité de particuliers s'est enrichie de cette situation. Mais la situation mondiale actuelle ne va pas sans rappeler celles des années 1930. La crise économique engendre des réponses inappropriées, telles que la montée du nationalisme et du militarisme, alors qu'il faudrait mettre en place des réformes structurelles sociales et environnementales ambitieuses, comme Roosevelt le fit dans les années 1930 : réduire le temps de travail plutôt que de l'augmenter pour rechercher la croissance notamment. En outre, 1 % du PIB mondial devrait être employé à la lutte contre le dérèglement climatique. La transition écologique est une manne de création d'emplois considérable et durable.

Enfin, Alain Gras, directeur du Centre d'études des Techniques de connaissances et des Pratiques, a remarqué la difficulté de construire une autre société en raison de notre goût pour une économie basée sur la consommation énergétique, la production et la combustion de déchets, et la consommation d'énergies polluantes comme les gaz de schiste. Finalement, seules les catastrophes, telles que Fukushima, font évoluer nos certitudes, comme l'illustre la volonté du peuple et du gouvernement japonais d'enfin sortir d'un nucléaire, considéré jusqu'à il y a peu comme une solution d'avenir. Malheureusement, dans bien d'autres cas, la volonté politique n'évolue pas. Il est donc clair que les mutations que nous opérerons doivent aussi être politiques : la finance, qui depuis 30 ans impose une logique de fructification des patrimoines financiers au détriment de tous les autres revenus, doit être contrôlée et jugulée par le secteur politique au niveau international pour que puissent être conduits de véritables changements. Nous ne devons pas penser la logique mondiale comme la somme des intérêts nationaux, qui est une tendance de nos dirigeants, mais au contraire comme un intérêt collectif qu'il faut défendre, en particulier dans le domaine environnemental, qui peut mettre en question la vie humaine elle-même. Le mieux-être n'est plus synonyme d'« avoir plus », tout particulièrement dans les sociétés développées, qui ont déjà « beaucoup ».

Il nous appartient de mettre en place de vraies technologies vertes, dans la mesure où la première mutation de notre société est technologique. Avec le passage de la dominance de l'énergétique à celle de l'immatériel, nous entrons dans une économie qui se pensera selon le vivant et sa créativité intellectuelle, et non plus seulement en faveur d'une production de masse. Les problèmes écologiques montrent bien que notre bien-être ne passera assurément plus par un consumérisme accru.

QUE FAIRE POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX DANS LES TERRITOIRES ?

TABLE RONDE 3



ANIMATEUR : Didier Moreau, directeur de l'Espace Mendès France, Poitiers

INTERVENANTS : Maria Fernanda Espinosa, ministre coordinatrice du Patrimoine du gouvernement de l'Équateur

Philippe Desbrosses, président de l'association Intelligence Verte

Gauthier Chapelle, Chercheur en "Biomimétisme"

Alain Canet, Président de l'association Française d'Agroforesterie

La question des territoires est rarement mise en avant lors de sommets internationaux. Pourtant, plus que des notions administratives, les territoires sont nos bassins de vie de référence, tant dans une approche culturelle qu'environnementale, et ils permettent de créer de nouveaux liens entre les citoyens. L'une des questions fondamentales du prochain sommet de Rio sera d'étudier comment les territoires peuvent être impliqués dans les politiques environnementales, et quelle est l'ampleur des progrès que ces changements pourront leur apporter.

Comme l'a exprimé Didier Moreau, directeur de l'Espace Mendès France, c'est à l'échelle des territoires que peuvent être mises en avant des politiques ambitieuses, notamment dans le domaine de l'éducation, par la diffusion locale de la culture scientifique et technologique accessible à tous, mais aussi par l'éducation populaire, qui s'adresse à des publics-cible. Cela peut se faire par une diffusion accrue des informations et par la mise en place d'interfaces de connaissances et de coopératives locales.

Philippe Desbrosses, président de l'association Intelligence Verte, Gauthier Chapelle Chercheur en "Biomimétisme" et Alain Canet Président de l'association Française d'Agroforesterie ont rappelé les conséquences désastreuses de la destruction des sols, dont 30 % ont disparu en 30 ans. Notre capacité à nourrir la planète s'en trouvera menacée si nous ne prenons pas ce problème au sérieux. Il est impératif d'inciter les paysans à cesser d'abandonner leurs terres ; il faut écouter leurs revendications et être attentifs aux difficultés qu'ils rencontrent dans notre système ; il est urgent de cesser de tourner le dos aux savoirs traditionnels, qui peuvent nous être grandement utiles pour protéger la biosphère. Renouer un lien avec notre terre est

essentiel, en sortant de la dépendance fossile et en respectant le droit à exister des autres espèces. Développer l'agroforesterie, par exemple, nous permettra de lutter contre la pollution : des chercheurs suisses ont prouvé que certains arbres sont d'une efficacité impressionnante car ils absorbent le CO₂ qu'ils transforment en dalles de calcaire sous leur racines pour des milliers d'années, ce qui est prometteur pour les territoires locaux. Les arbres sont nécessaires tant au sein de forêts, qu'en-dehors. Sans biodiversité, les rendements agricoles baissent. Les sphères environnementale et agricole productiviste doivent donc se réconcilier pour mieux résister au changement climatique et aux tempêtes. Il est à souhaiter que ces deux sphères prennent conscience de leurs intérêts communs lors de Rio+20.

Maria Fernanda Espinosa, ministre du Patrimoine d'Équateur, a présenté son approche des enjeux territoriaux dans son pays. Dans le contexte de l'Amérique latine, beaucoup de pays enregistrent de très bons résultats en termes de croissance, qui avoisine les 10 % par an. Or, cette croissance est en réalité quantitative et absolument pas qualitative, et pose de nouveaux problèmes de redistribution de l'emploi et des ressources, et de respect des droits sociaux et environnementaux de chacun. Ainsi, en Équateur, les phénomènes d'urbanisation engendrent des problématiques d'exclusion sociale qui se substitue à l'harmonie essentialiste originaire des peuples andins. Pour tenir compte des préoccupations des peuples, il semble crucial d'imaginer, non pas une forme alternative de développement, mais une alternative au développement tel que celui-ci est actuellement proposé. Des plans nationaux et non mondiaux de bien-vivre doivent être redéfinis, avec un langage et une métrique différents, liés au bonheur et au bien-être des collectivités et des êtres humains dès lors que leurs principaux besoins peuvent être satisfaits. Pour cela, il est indispensable d'arrêter l'extraction forcée d'énergie jusque dans les territoires les plus reculés : pour exemple, l'Équateur cessera fin 2012 d'utiliser les sources fossiles des Îles Galapagos.

Il s'avère essentiel dans le futur de définir et de faire respecter un droit de la nature, qui s'inscrirait dans les constitutions, et au-delà, de rédiger une Déclaration Universelle des Droits de la Nature qui sera incluse dans un cadre juridique concret. Ces cadres doivent permettre de garantir la régulation et le partage des biens communs (eau...), non sur la base du volontariat étatique, mais avec un caractère contraignant. Pour que soit exercé un contrôle du respect des normes environnementales par les États, l'échelle de l'intégration régionale paraît tout à fait adaptée car à même de faire émerger ce type d'accord.

Pour toutes ces raisons, il sera indispensable de voir à Rio des représentants des intérêts territoriaux, afin qu'ils partagent leurs avancées et leurs attentes en matière de protection de l'environnement dans les différents territoires, et qu'ils recherchent ensemble des solutions utiles pour avancer, tant globalement qu'avec l'implication de chaque acteur. Les décisions qui pourraient être prises concerneront largement les sociétés civiles et les collectivités locales, c'est pourquoi celles-ci doivent participer à la mise en œuvre des politiques de développement durable local, qu'il s'agisse de développement de l'agriculture, de normes agricoles, de droits à l'environnement.

QUE RESTE-T-IL DE RIO 1992 ?

TABLE RONDE **4**



ANIMATEUR : Alfredo Pena-Vega, directeur scientifique de l'Institut International de Recherche, Politique de Civilisation (IIRPC)

INTERVENANTS : Amy Dahan, directrice de recherche au CNRS, Centre Koyré

Jean-Marc Salmon, IIRPC, Télécom Paris

Elimar Pinheiro Do Nascimento, Centre de Développement Durable, Université de Brasília, Brésil

Alors que le sommet Rio+20 approche, il semble indispensable de se questionner sur ce qui a changé depuis le sommet de 1992. Incontestablement, des avancées peuvent être soulignées ; pourtant, la crise tant économique et sociale qu'environnementale que nous vivons démontre douloureusement que nous sommes loin d'avoir atteint les objectifs que nous nous étions fixés. Nous verrons donc, concrètement, quel est le bilan de deux décennies de politiques environnementales, afin de tenter de comprendre les défaillances observées.

Amy Dahan, directrice de recherche au CNRS, a ouvert le débat en resituant la notion de développement durable. Celle-ci était vue comme un projet de société impliquant une transition social-démocrate et écologiste. Depuis 1992, des instruments juridiques ont été définis (conventions d'Aarhus, de Carthagène) afin de rendre visibles les questions de développement durable. Toutefois, durant les dernières décennies, les politiques libérales portées par les institutions financières internationales se sont développées et ont permis aux entrepreneurs d'augmenter leurs profits rapidement. Ces derniers devraient admettre que leur retour sur investissement ne peut plus être immédiat, mais s'inscrire dans un moyen, voire long terme, qui satisferait davantage l'intérêt général. Pourtant, il semble que nous n'allions pas aujourd'hui dans cette direction. La crise économique, que les limites de ce système expliquent sans doute, est d'autant plus inquiétante qu'elle a apporté avec elle un repli sur soi conservateur et une défiance entre civilisations.

L'idée de faire face à la crise environnementale en financiarisant la nature, afin de gérer de manière plus raisonnée des ressources devenues payantes, a fait débat ces dernières années (mettre un prix aux capacités de la nature, taxer le carbone, etc.). Notons le cynisme de l'institutionnalisation de l'environnement comme part de la finance : jusqu'où nous conduiront les prix ? Aujourd'hui, il est primordial de compenser les torts que nous causons à la nature en généralisant la compensation financière sur, par exemple, les voyages en avion. Mais aussi en ajoutant une compensation « valide » pour la nature elle-même. Le problème est qu'il faut, plus que jamais, faire face aux dérives potentielles, telles que l'ouverture de nouvelles banques tirant de nouveaux

bénéfices de cette économie de l'environnement. De nombreux experts jugent ainsi que seul un État puissant, pro-actif, prônant la redistribution des profits de l'économie, exercera un bon contrôle sur la viabilité écologique des entreprises.

Jean-Marc Salmon, de l'IIRPC, s'est intéressé à l'évolution de la donne politique depuis 1992. À l'époque, Rio consacrait la double victoire de l'Occident sur le bloc soviétique et sur l'Irak, et les pays développés appelaient le tiers-monde d'alors à s'industrialiser vert avec leur soutien financier, tout en s'ouvrant au commerce international. Bush, Thatcher, Mitterrand... voyaient ainsi se construire l'ordre géopolitique du XXI^e siècle. Pourtant, ce *deal* n'a pas été tenu : la propriété intellectuelle n'a pas été partagée par nous comme elle l'aurait dû, et l'aide financière attendue n'est pas venue. A ce tort des pays du Nord s'ajoute la remise en cause de leur domination par les BRICS et d'autres pays émergents, qui peuvent désormais imposer leurs propres vues du « vert » (ou pas) face à l'affaiblissement des anciennes puissances. Il semble par conséquent absolument indispensable de regrouper pays développés et pays en développement autour d'une Agence du Développement durable, chargée de suivre et d'évaluer les progrès accomplis par les pays au cours des années. Cette agence devra inciter les entreprises à adopter des normes de développement durable, et à faire des propositions adaptables par les États - mise en place d'actions d'éducation à l'environnement et au développement durable en accord avec la société civile internationale, par exemple, cette dernière devant impérativement être impliquée dans l'élaboration de ces politiques.

Elimar Pinheiro Do Nascimento, du Centre de Développement Durable de l'Université de Brasília, a exprimé la difficulté de passer de la compréhension de la crise environnementale à une réelle dynamique de changement. Certains organismes locaux ont parfois une réelle volonté qui se trouvent très vite bridée. Un sommet tel que celui de Rio ne peut donc qu'être lieu de conflits. L'une des grandes inconnues actuelles est l'évolution de l'économie durant les prochaines années, dont le développement durable dépendra directement. Que nous allions vers une crise durable, vers une nouvelle croissance, ou encore vers une évolution technologique rapide qui pourrait faciliter l'accès à davantage de ressources, il convient de prendre conscience des limites de la nature qui nous impose de décroître notre production dans certains domaines et de l'accroître dans d'autres (moins d'automobiles pour plus de transports publics par exemple), ce même si ce mouvement ne suit pas forcément la logique d'augmentation du PIB. L'évolution de nos propres mentalités est pour cela importante : nous devons nous auto-éduquer à ce changement, et concevoir différemment la nature. Nous devons aussi accepter de consommer moins afin que ceux qui ont besoin de plus de ressources dans notre société y aient accès, notamment en partageant les emplois et les salaires.

Il serait donc vain d'aller à Rio en pensant que tout est ouvert, voire déjà acquis. Par le passé, il y a eu des accords ambitieux, mais sans que la question de l'évaluation ne soit évoquée. C'est cette erreur qu'il conviendra de réparer pour aborder le prochain sommet, afin que les objectifs qui seront définis soient suivis régulièrement et que Rio puisse constituer une réussite de long terme.

PROPOSITIONS ET PERSPECTIVES

TABLE RONDE 5



ANIMATEUR : Tancrède Voituriez, directeur du Programme Gouvernance, IDDRI, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales

INTERVENANTS : Edgar Morin, directeur de recherche émérite au CNRS

Laurence Rossignol, sénatrice, Vice-Présidente de la commission du Développement durable, des Infrastructures, de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire

Maria Fernanda Espinosa, ministre coordinatrice du Patrimoine d'Équateur

Doudou Diène, ancien rapporteur aux Nations Unies, chargé de mission auprès de l'ONU pour le conflit en Côte d'Ivoire

Michel Joli, Fondation France Libertés Danielle Mitterrand

Le sommet Rio+20 est attendu comme une grande rencontre, non sur l'écologie mais sur le développement économique et la croissance, et déjà préparé par les lobbies (soja, mines, etc.). Les intérêts divergents pourraient bien empêcher de mener une réflexion constructive autour de véritables solutions innovantes, telle, par exemple, la possibilité pour l'Afrique de développer des énergies renouvelables pour accélérer son développement économique, social et environnemental. Dans ce contexte, quelles propositions concrètes porter, et comment ?

Selon Edgar Morin, directeur de recherche émérite au CNRS et président de l'Institut International de Recherche, Politique de Civilisation, une mutation intellectuelle est indispensable. Nous devons nous auto-éduquer et repenser notre conception du monde, à la fois en ce qui concerne la société, que l'environnement dans lequel celle-ci se situe. C'est donc à nous-mêmes de placer l'écologie au cœur du débat pour un développement durable et soutenable. Il nous faut changer notre pensée économique et politique. Pour réussir cette transition intellectuelle dans le contexte actuel de mondialisation, nous devons mettre en commun nos connaissances multidisciplinaires, afin de comprendre quelle peut être la place de l'être humain, qui est complexe, dans le monde ; de mieux analyser les effets positifs et négatifs de la mondialisation en matière tant de profits que de la misère engendrée ; de juger de ce qui doit croître ou décroître ; pour combiner le développement économique et social et

la prise en compte des problématiques écologiques dans l'appréhension d'un bien-être et d'un bien-vivre moins « matériels » que par le passé.

Doudou Diène, ancien rapporteur et chargé de mission pour les Nations Unies, préfère lui aussi parler de mutation que de crise : nous nous retrouvons aujourd'hui face à l'émergence de nouveaux acteurs politiques, sociaux et environnementaux. Cette mutation devra être approchée, en premier lieu, par une nouvelle conception du monde, comme le précisait Edgar Morin, et surtout par un nouveau vocabulaire. Certains termes : « pays émergents », « durabilité », et d'autres, sont employés à tort et à travers, restent peu précis, cachent souvent des réalités de misère et d'inégalités dans de nombreuses régions du monde. Le discours prononcé en 2007 par Nicolas Sarkozy à Dakar, qui rappelait celui porté pendant la colonisation au XIX^e siècle, est particulièrement emblématique de la volonté à peine cachée de polluer l'atmosphère intellectuelle en opposant les civilisations. Bien au contraire, aujourd'hui, les peuples du monde doivent se rapprocher tout en restant divers, pour permettre une meilleure réflexion de tous sur l'élaboration du monde de demain.

Laurence Rossignol, sénatrice et Vice-Présidente de la commission du Développement durable au Sénat, a expliqué que tous les gouvernements qui participeront à Rio+20, notamment ceux de gauche qui s'estiment progressistes, doivent être porteurs de vraies idées et de vraies ambitions. Ils doivent admettre que les technosciences ne permettront pas tout : seule une véritable social-écologie sera soutenable dans le temps, ce qui signifie que l'écologie comme les richesses matérielles devront être mieux distribuées. Pour permettre ces avancées, le principe de précaution doit entrer dans la Constitution, afin de ne plus être remis en cause comme il l'est aujourd'hui par un amalgame douteux entre précaution et suspicion. Cette progression devra aller de pair avec le principe de non-régression dans le domaine du droit à l'environnement, même en période de difficultés économiques pour les États. Il faudra également définir des indicateurs et des moyens d'évaluation, car il n'y a pas de raisons pour que l'environnement soit moins évalué que d'autres politiques publiques. Pour que Rio ne soit pas un échec, il est crucial que ces principes soient reconnus et appliqués, afin d'obtenir à l'avenir une meilleure articulation entre développement et environnement.

Maria Fernanda Espinosa, ministre du Patrimoine naturel et culturel de son pays, l'Équateur, a donné l'exemple de sa propre fonction pour rappeler la complémentarité entre la culture et les connaissances humaines et l'environnement, souvent oubliée dans les sociétés occidentales. Le développement ne peut se baser sur une croissance illimitée, mais bien sur la qualité de vie qu'il doit engendrer, en recherchant le bonheur et la satisfaction des individus par la mesure de leur bien-vivre. En parallèle, doivent être prises en compte des mesures de l'empreinte écologique et énergétique que causent nos activités agricoles et industrielles. Ainsi, pour satisfaire le besoin urgent de garantir les droits d'existence des écosystèmes et des biens publics communs que sont l'eau et l'atmosphère, une Déclaration Universelle des Droits de la Nature semble indispensable à mettre en place, sur le modèle de celle qui a déjà été souscrite par les ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes. Enfin, pour garantir une plus grande efficacité de nos politiques écologiques, et changer le destin de millions de réfugiés climatiques, il est nécessaire de taxer les importations de pétrole afin de compenser son caractère nocif pour l'environnement, et d'aider les États à reprendre en main leurs ressources premières, comme l'a fait l'Équateur du président Correa.

Rio+20 se devra également d'être un sommet ouvert à tous : bien souvent, ces rencontres réunissent toujours les mêmes participants - sans néanmoins que le rôle des experts ne soit à négliger - et non la société civile et les citoyens porteurs d'une grande diversité d'opinions. Les peuples autochtones, notamment, confèrent à l'environnement un caractère sacré. Leurs revendications doivent être portées jusqu'à Rio, particulièrement en ce qui concerne les droits de la nature.

Michel Joli, président de la Fondation France Libertés créée par Danielle Mitterrand, est revenu sur la question primordiale du droit à l'eau, qui a été très évoquée au Forum Mondial de Marseille, en particulier lors du Forum Alternatif et du Séminaire préparatoire organisés par sa fondation. Experts, représentants d'ONGs et

acteurs de la société civile, ont établi un document de synthèse qui sera porté à Rio. Ce rapport montre que l'eau ne doit pas seulement avoir un statut économique, mais aussi naturel et social, ce à quoi les entreprises et les financiers s'opposent de manière récurrente, notamment dans les pays du Nord, dont les multinationales vendent l'eau au Sud : l'eau, par son caractère indispensable à la vie, a été perçue depuis le XIX^e siècle comme un moyen de gagner de l'argent par certains individus, ce qui est terrible quand on sait qu'un milliard de personnes n'a pas d'accès garanti à une eau potable saine, et que l'eau est source de guerres. Il faudra dans les prochaines années que le droit à l'eau, reconnu désormais par l'ONU, soit inscrit dans les Constitutions, qu'il devienne opposable, et que les peuples soient associés à sa gestion.

Rio+20 sera un sommet plein d'enjeux économiques, politiques et environnementaux. Tous les acteurs du changement devront se mobiliser et tenir tête à ceux qui, actuellement, dominent le rapport de force. Krugman disait que « nous avons besoin d'un Roosevelt, porteur politique, et d'un Keynes, théoricien de nouvelles idées économiques ». À Rio+20, il conviendra à la fois d'encourager les économistes à pousser leurs recherches dans le domaine du développement durable, et de convaincre les acteurs politiques d'impulser des changements concrets dans notre développement afin de le rendre plus soutenable et accessible à tous.

CRÉDITS INSTITUTIONNELS

LES ORGANISATEURS :

Le workshop international « En chemin vers Rio+20 : vers une politique planétaire pour un monde complexe » a été une initiative de l'Institut International de Recherche, Politique de Civilisation (IIRPC), réalisée dans le cadre du cycle de conférences itinérantes « Rio, vingt ans après » visant à montrer des voies alternatives pour problématiser et repenser notre avenir.

Il a été organisé en lien étroit avec le Réseau Asie % Pacifique, le Centre Edgar Morin-Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales EHESS - CNRS, l'Espace Mendès France, la Fondation France Libertés et la Région Poitou-Charentes.

LES RESPONSABLES DE LA SYSTÉMATISATION

La systématisation du workshop international a été réalisée par l'équipe ALMEDIO Consultores, sous la coordination d'Alfredo Pena-Vega, directeur scientifique de l'Institut international de Recherche, politique de civilisation (IIRPC). L'équipe de systématisation d'ALMEDIO a été composée par Emmanuel Gerlin, Sergi Escribano et Vladimir Ugarte.

VALORISATION WEB : www.rio20-universites.org

Le site www.rio20-universites.org réunit de façon dynamique dans une même plateforme web, l'ensemble des synthèses du cycle "Rio, 20 ans après". Cette plateforme met notamment en relation les intervenants, les synthèses et les ressources multimédia traitant sur les sujets abordés. Vous pouvez y participer en ajoutant vos commentaires ou en y intégrant vos propositions.

	ALMEDIO Consultores est un pôle international de professionnels travaillant à la construction d'intelligences collectives. ALMEDIO Consultores s'organise autour de quatre pôles : une agence de collecte d'expériences, un service de capitalisation de l'information, un service de gestion de la connaissance (<i>knowledge management</i>), et un secteur de diffusion et d'éditions multimédia. www.almedio.fr
	Créé en février 2008 sous la présidence d'Edgar MORIN, l'Institut International de Recherche, Politique de Civilisation a pour vocation la mobilisation de la recherche de manière transversale sur les grands défis planétaires. L'IIRPC a choisi d'œuvrer dans trois champs : la biosphère, les représentations sociales et la gouvernance. Il est implanté en France à Poitiers pour trois ans. www.iirpc.org

*La reproduction totale ou partielle des documents est permise,
à condition de mentionner la source.*